

t. 811-2  
t. 311 Colombie - VO/ke

3003 Berne, le 4 janvier 1972

NOTE A M. GAECHTER

"Country programme": COLOMBIE

1. Principales données économiques relatives à la Colombie (1)

- Population (estimation mi-1970) : 21,6 mio habitants
- Taux annuel de croissance de la population: 3,3 %
- PNB (1968) : US \$ 6'060 millions
- Taux de croissance en 1968 : 6,1 %
- Taux de croissance de la période 1964-1968 : 4,8 %
- PNB par tête d'habitant (1968) : US \$ 300
- Apport des secteurs économiques au PNB :
 

	<u>1958</u>	<u>1968</u>
. agriculture	37,3 %	30,6 %
. industrie	16,2 %	16,8 %
. autres	46,5 %	52,6 %
- Balance commerciale(1968) :
 

. exportations (fob)	US \$ 609 mio
(dont café)	US \$ (368)mio
. importations (fob)	US \$ 615 mio

2. Le plan de développement pour la période 1970 - 1973

Ce plan tient compte des recommandations exprimées par la mission d'étude, placée sous les auspices de l'OIT, qui effectua au début 1970 une analyse approfondie de la situation économique et sociale du pays. Le rapport de la mission d'experts ("Towards Full Employment") contenait notamment des recommandations pratiques en vue d'un vaste programme de promotion de l'emploi.

(1) voir: IBRD/IDA: Economic Growth of Colombia: Problems and Prospects; Vol. I : The Overall View



## 2.1 Les objectifs

Considérée l'ampleur du chômage en Colombie, la politique économique du Gouvernement pour 1970-1973 a été axée sur l'emploi. Pour que la politique de promotion de l'emploi soit viable à moyen et à long terme, il faut qu'elle soit accompagnée d'une croissance minimale du PNB. Cette croissance doit permettre la création d'un nombre d'emplois productifs suffisant à absorber l'augmentation de la population active, par le biais d'une politique d'encouragement à l'épargne orientant celle-ci vers des investissements productifs.

Le plan de développement pour 1970-1973 prévoit donc un taux annuel de croissance du PNB équivalent à 7,5 %. Ce taux découle de calculs faits à l'aide d'un modèle de type keynesien composé de dix équations déterminant les principales variables macro-économiques (consommation, taxes de l'état, investissements, PNB).

## 2.2 Les moyens

Les mesures principales prévues par ce plan sont les suivantes :

- promotion de l'emploi, notamment par l'utilisation optimale de la capacité de production existante (par ex. orientation du crédit vers les entreprises utilisant des processus de production intensifs en main-d'oeuvre, amélioration de la législation du travail, etc.);
- développement de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de la construction de logements populaires;
- développement de la production agricole surtout par la réforme agraire (actuellement 65 % des propriétaires disposent de 5,5 % de la terre cultivée);
- stimulation de la production industrielle afin d'atteindre un taux de croissance de 9,2 % par an;
- promotion des exportations, surtout dans les autres pays du Groupe Andin (Pérou, Chili, Equateur et Bolivie), et du tourisme;
- amélioration de l'infrastructure routière et des transports;

- développement régional par la création de villes intermédiaires (entre 30'000 et 200'000 habitants) dans lesquelles on favorisera la création de petites et moyennes entreprises (par ex. pour la transformation de produits agricoles);
- intensification de l'exploitation minière;
- renforcement et amélioration des méthodes et des techniques de planification nationale et régionale.

### 2.3 Les obstacles à la mise en oeuvre du plan

Nous aimerions mentionner quelques obstacles qui, au vu de l'évolution enregistrée en 1971, peuvent rendre aléatoire la réalisation des objectifs prévus par le plan.

#### a) Les hypothèses de départ

D'après les experts de la BIRD les prévisions qui ont été faites dans le modèle macro-économique keynesien sur l'évolution de la productivité du travail et du capital sont quelque peu optimistes. En conséquence, le niveau de l'épargne et de l'investissement nécessaires pour atteindre le taux de croissance de 7,5 % (environ 21 % du PNB) a probablement été sous-estimé.

b) En 1971, contrairement aux prévisions du plan le cours du café a baissé (cours au 31.12.70 : ₣ 391 par tonne; fin décembre 1971 : ₣ 360,50; diminution 7,8 %). Cela va avoir des répercussions assez sérieuses sur le processus de croissance (diminution des recettes provenant des exportations) et devrait inciter le Gouvernement à donner le maximum d'importance au problème de la diversification de la production agricole et des exportations non-traditionnelles.

c) En 1971, les inondations ont provoqué des dégâts importants, surtout dans les régions du fleuve Magdalena et Cauca. Les

pertes causées par les inondations (destruction de récoltes et de maisons, dommages aux routes, etc.) ont été estimées à 2 % du PNB. Cela aura des effets à assez long terme sur la production agricole.

### 3. Le "Country Programme" (CP)

Nous remarquons d'emblée que nous n'avons pas reçu le véritable CP de la Colombie. Pour répondre aux questions formulées par votre note du 30.12.71 nous devons donc nous baser sur la note de l'Administration du PNUD au Conseil des Gouverneurs (DP/GC/COL/R.1/RECOMMENDATION; 1.12.71).

#### 3.1 Buts et priorités du "Country Programme" (CP) par rapport au plan

D'après les informations dont nous disposons il semble que le CP s'inspire assez bien des mesures de politique économique prévues par le plan de développement 1970-1973. En effet, le CP donne, tout comme le plan, un assez grand poids à la promotion de l'emploi, au développement de l'éducation et au développement social, ainsi qu'à l'administration publique. Cela se reflète dans le fait qu'un assez grand nombre de projets du PNUD sont des projets orientés vers l'investissement, donc en relation directe avec les problèmes de la production et de la croissance (57 % des ressources totales incluses dans le CP sont consacrées à ce type de projets). En outre, le représentant-résident du PNUD a travaillé en étroite collaboration avec l'administration colombienne, en particulier avec le Département national de planification qui est l'organisme à la base de toute la politique économique et sociale décidée par le Gouvernement colombien (voir à cet effet la lettre de notre Ambassade à Bogota du 21.12.71).

### 3.2 Les priorités du CP

Au niveau de la répartition des projets par secteurs le CP prévoit des priorités pour les projets de développement de l'éducation et de la science et pour les projets industriels. Cette deuxième priorité est nouvelle par rapport au passé. Elle nous semble particulièrement souhaitable compte tenu de la nécessité de promouvoir le développement industriel surtout dans le cadre du processus d'intégration économique du Groupe Andin. Par manque de données nous ne sommes pas en mesure d'analyser concrètement dans quelle mesure les projets spécifiques du PNUD peuvent contribuer au développement du secteur industriel. Pour les autres secteurs il est difficile de donner des avis sans connaître les projets. En ce qui concerne le tourisme, nous partageons les craintes exprimées par notre Ambassade dans sa lettre du 21.12.71 (page 2).

### 3.3 Le CP est-il un vrai programme ?

Il nous semble que oui.

### 3.4 Coordination avec les autres sources d'assistance

Nous partageons les remarques de notre Ambassade.

### 3.5 Les moyens financiers du PNUD sont-ils utilisés rationnellement ?

Oui, d'après les informations dont nous disposons. Une analyse par projet serait indispensable pour pouvoir répondre valablement à cette question.

*C. Juffe*

### Annexes:

- 1 lettre de l'Ambassade à Bogota (21.12.71)
- 1 CP de la Colombie